

Le mouvement des chômeurs en France

d'un point de vue désabusé

Miguel Amorós

avril 1998

« L'État a toujours fait partie du patrimoine des classes dominantes :
le clergé, la noblesse, la bourgeoisie. A la fin arrive la bureaucratie
quand l'État, ayant épuisé toutes les classes,
tombe ou s'élève, comme on veut, au rang de machine. »

Bakounine

Actuellement, les faits sociaux sont déterminés par deux formes de domination : l'une directe, crue, sans phrase, matérialiste, *celle du marché*, et l'autre détournée, dissimulée, pleine de discours, idéologique, celle de l'État. L'une parle de « succès » et concerne l'expert, l'autre de « l'intérêt public » et met en avant l'intellectuel. L'une manie l'argent, l'autre manipule la population. L'une achète et l'autre promet. L'une dit « *ceci est ce que tu as, tu n'as pas le choix* », l'autre, « *Suis-moi, je ferai tout ce que tu veux* ». L'équilibre a été rompu en faveur de la première, ce qui a introduit au fond une réaction conservatrice étatisante, qui veut tirer une légitimité de ceux dont elle cherche à représenter l'intérêt : fonctionnaires, militants, affiliés, électeurs... et fait confiance à l'État comme instrument privilégié pour résister à la logique du marché quand elle nuit à son intérêt. Cette réaction est en train de se transformer en parti, un parti patriotique, qui considère l'État de l'après-guerre comme le représentant de l'intérêt général et le garant du « bien-être » des masses et de « l'indépendance nationale » : « *le patriotisme est la vertu suprême de l'étatisme* » (Bakounine). Ce parti définit comme des institutions « publiques » et des piliers de l'État, les organisations et les organismes qui assurent la médiation entre le pouvoir réel et la population : partis, syndicats, ONG, associations, familles... C'est un parti d'intermédiaires (l'État est le lieu adéquat pour la rencontre des intérêts organisés). Sa tactique se fonde sur l'arrêt de la privatisation des services publics, responsable du démembrement de l'État, le contrôle des banques centrales et l'établissement de barrières politiques au marché, comme la semaine des 35 heures, soulageant les déterminations économiques de la fraction étatique de la classe dirigeante dans l'État, la bureaucratie ; cela elle l'appelle l'indépendance de la « nation ». Celle-ci veut prouver qu'elle est encore nécessaire, que sa médiation est bon marché, et elle prétend entretenir sa clientèle par un accroissement de la demande « nationale » provoquée par les dépenses publiques. C'est un parti protectionniste, un parti d'impôts et de tarifs douaniers. Il veut faire entrer dans l'État, grâce à une combinaison économique, une partie du capital qui circule sur le marché.

En d'autres termes, il veut un nouveau *New Deal*, il préfère faire revenir le monde du travail à feu doux plutôt que de le voir déborder avec une Saint Barthélémy des salaires et des emplois. C'est un parti en herbe, un despotisme cultivé, en France *Le Monde Diplomatique* est son organe d'expression, Pierre Bourdieu et Ignacio Ramonet en sont les prophètes, en Espagne c'est *El Pais* avec Joaquin Estefania et Haro Taglen. Ce n'est pas un parti stalinien classique, même si le PCF est une de ses composantes, parce que son discours est le vieux discours de l'ancienne bourgeoisie libérale : démocratie, intérêt national, bien-être, libertés menacées... et que sa stratégie ne passe pas par la conquête de l'État, mais par sa défense à outrance. C'est un front populaire mou. Il s'essaye au style du césarisme latino-américain où l'État joue le rôle historique qui autrefois était dévolu au prolétariat, c'est à dire, être l'agent de la transformation sociale. *Marius et Jeannette* représentent son prolétariat idéal. Ce n'est pas un parti exclusivement français, nous entendons le même discours en Espagne avec la Gauche Unie, avec les Verts, avec le gauchisme et les groupes spécialisés du genre Mouvement Anti-Maastricht contre la « mondialisation de l'économie », Plate-forme du 0,7 %, Mouvement pour la paix et le désarmement, etc., et même aujourd'hui avec les syndicats et les socialistes. Mais ce parti ne gouverne pas, ne fréquente pas les salons, il est trop hétérogène pour s'unifier. C'est le parti le plus opposé à l'organisation libre des dépossédés, de bas en haut, parce que son but est la restauration complète de l'appareil étatique et qu'il sera toujours du côté de l'ordre face à un mouvement de base incontrôlé. Il incarne la réaction bureaucratique contre l'économie, responsable de la misère sociale et politique, sans aller jusqu'au bout du raisonnement car il faudrait avouer que la misère sociale et politique est aussi la condition naturelle d'existence de l'État. Un mouvement autonome ne doit jamais l'oublier. Le mouvement des chômeurs en France n'aura été qu'un moment de la querelle entre la fraction du parti de l'État qui collabore et la fraction qui gouverne, *un conflit d'intérêts interne*. D'accord avec l'unification économique européenne, ils ne le sont plus avec les formes de l'unification politique qui l'accompagne.

Depuis décembre dernier, surtout à partir de « la semaine d'urgence sociale », initiée à Paris par un groupe d'association de chômeurs, précaires et sans-abris – *Agir contre le Chômage!*, *CGT-chômeurs*, *Droit au logement*,

Comité de défense des sans-logis et le syndicat *Solidaires Unis Démocratiques* – le mouvement des chômeurs en France a suscité encore plus d'attention en Espagne que les grèves précédentes de décembre 95, mais en montrant des raisons opposées : pour les uns, les chômeurs eux-mêmes, parce qu'ils croient que de nouvelles perspectives de lutte pratique contre leur situation se sont ouvertes et qu'elles redonneront une impulsion à leurs assemblées ; pour les autres, leurs prétendus représentants, parce que le mouvement des chômeurs, dûment contrôlé, est une arme politique qui offre du pouvoir, mais surtout, parce qu'autour du chômage il y a d'énormes masses d'argent qui financent les appareils bureaucratiques syndicaux et élargissent leur influence sociale. Dans le futur, le chômage sera la principale source de capitaux pour la bureaucratie qui administre le travail.

En effet, à Barcelone un « pot-pourri » confusionniste de diverses sortes de militants, des groupes issus de la décomposition du stalinisme classique allant même jusqu'à l'assemblée des insoumis, a formé un *Comité contre le chômage et la précarité* avec un programme calqué sur celui des organisations officielles françaises ; à Madrid, une *Association de chômeurs en action* est apparue, elle veut servir de passerelle entre les chômeurs fatigués et les politiques « sans violence et sans gêner la citoyenneté » ; finalement, avec le but déclaré d'empêcher l'organisation des chômeurs en marge des syndicats, l'UGT étrenne son bureau de recrutement, l'*Union des chômeurs*. Ils considèrent tous le chômage comme le problème social majeur et la semaine de 35 heures est devenue la première revendication.

Il faut maintenant se poser la question : le mouvement des chômeurs français qui a débuté avec l'occupation des antennes ASSEDIC a-t-il été un authentique mouvement social ? Si nous nous en tenons à la participation des chômeurs eux-mêmes, elle a été très faible. Aux meilleurs moments, les manifestations regroupaient cinquante mille personnes dans tout le pays alors qu'il y a 7 millions de chômeurs et de précaires. Il n'y a pas eu de démonstration de solidarité de la part des salariés. Comme cela avait eu lieu en 95, l'ensemble des travailleurs s'est abstenu d'intervenir, sans chercher à savoir si cette fois les protagonistes des occupations agissaient « par procuration ». Il s'agissait d'une action organisée de chômeurs parfaitement encadrés par les syndicats et les organisations satellites, largement relayée par les médias, qui, si elle n'a pas atteint ses objectifs déclarés, la hausse des minima sociaux et la prime de Noël, a atteint une partie de ses objectifs inexprimés. Les associations de chômeurs – AC ! la gauchiste alliée à SUD, le *Mouvement National de Chômeurs et Précaires* et l'*Association Pour l'Emploi, l'Insertion et la Solidarité* dans l'orbite de la CGT – ont été considérées momentanément comme des interlocuteurs quoique non reconnus au même niveau que les syndicats ; la CGT-chômeurs a montré sa capacité de contrôle, a été reconnue comme premier syndicat de chômeurs et a préparé un climat favorable pour les candidatures socialo-communistes aux élections régionales.

Ils ont tous limité le mouvement à une lutte pour l'intégration dans les couches inférieures du marché du travail, à la pratique d'une espèce de syndicalisme des exclus, parent pauvre de l'autre et, en général, ils ont réussi. Les occupations n'ont pas permis d'établir de relations directes, réciproques et solidaires entre les chômeurs. La faible participation des personnes concernées a favorisé la prééminence de la représentation bureaucratique. L'exploitation politique et syndicale des chômeurs et précaires exige que ceux-ci soient incapables de créer une « ambiance communautaire » et qu'ils ne puissent jamais se représenter eux-mêmes. C'est ce qui existe avec les salariés et il ne faut pas oublier que la protestation des exclus intervient dans le contexte d'un mouvement ouvrier défait, dans une spectaculaire débandade sociale, terrain très favorable aux falsifications et aux manipulations.

Il faut donc conclure que *le mouvement des chômeurs français n'a pas été un véritable mouvement*. Même si nous ne nions pas que dans les interstices du consensus bureaucratico-médiatique des volontés de protestation autonome soient apparues, surtout après que la police ait reçu l'ordre d'évacuer par la force les lieux occupés – « *La France a besoin de dialogue mais aussi d'un peu d'autorité* » – et que le premier ministre Jospin ait répondu de manière négative – « *Nous ne pouvons pas demander aux Français de supporter 70 000 millions de francs d'impôts supplémentaires* ». Mais, dès lors, les groupes indépendants de chômeurs et leurs alliés avaient la répression devant eux et les bureaucrates derrière, occupés à démonter leur mouvement avec le silence complice des médias. Dans ces conditions, leurs assemblées arrivèrent à peine à ébaucher un monologue en leur sein sans la moindre répercussion sociale. Leur agitation, annexe pour l'essentiel d'un mouvement dirigé par des coterie faisant partie de la domination qui luttent pour défendre et élargir leurs parcelles de pouvoir, ne pouvait que devenir un tumulte d'inimitiés et loin de servir à mettre au jour le montage, ne pouvait que les desservir.

Dans leur lent processus de décomposition, les centrales françaises ont atteint le taux de syndicalisation le plus bas d'Europe, 9,1 %. Au cours de leurs replis vers les bureaux ils ont quitté le terrain, ainsi de très nombreux indépendants sont apparus dans les comités d'entreprise, des coordinations, des tendances contre le diktat « syndical » se sont constituées (comme "Tous ensemble" et "CFDT en lutte", dans le cas de la CFDT, centrale la plus hostile au mouvement des chômeurs) et aussi des syndicats gauchistes comme SUD, en Espagne son équivalent est une organisation du type Gauche Syndicale, Intersyndicale alternative et autres. La première organisation spécifique de chômeurs a été AC1 qui, à l'instar des ouvriers anglais, a organisé une marche sur Paris en mai 1994. Ce type d'actions qui demande seulement quelques minutes d'attention de la part des médias et de leurs consommateurs et est extrêmement respectueux de la paix sociale, puisque ces actions sont organisées par des gens qui aspirent à faire carrière au sein de la bureaucratie dans la représentation reconnue des chômeurs, elle doit démontrer aux Chambres que ceux-ci ne constituent pas une classe dangereuse – au contraire des chômeurs anglais, assez terribles dans les révoltes contre la *poll-tax* ou seulement en tant qu'hooligans – que le cours des choses est inéluctable, que la solidarité n'est qu'apparente. Si les actions avaient continué, il aurait fallu porter attention à la présence du travail au noir dans certaines usines ou alors rechercher l'intervention commune avec des employés d'EdF et de GdF pour empêcher les coupures de courant ou de gaz à cause d'un non-paiement, mais le ton banal et temporisateur auquel il aurait fallu s'attendre aurait donné de nouvelles marches et des interventions à la Maison des Ensembles ou à la Banque de France, là aurait eu lieu un dialogue « constructif » avec les décideurs de l'institution et les responsables des syndicats sur « *l'accès aux droits financiers et la question du surendettement* » ou alors sur « *l'utilisation la plus démocratique possible de la fiscalité.* » (Christophe Aguitton, porte-parole d'AC1 dans *Le Monde Diplomatique* de février 1998).

Après décembre 1995, les organisations avaient formulé les revendications du mouvement : accès gratuit aux services (transports publics, assistance médicale, cantines scolaires, culture, etc.), augmentation des allocations, des logements dignes, des papiers pour tous et, enfin, maintien de tous les droits sociaux que l'on perd quand on est pauvre. Le mouvement minoritaire et peu représentatif de l'ensemble des chômeurs est parti de Marseille et d'Arras au début de décembre à l'initiative de la CGT-chômeurs qui voyait sa pratique clientéliste ruinée par la décision de l'UNEDIC de supprimer la prime de Noël (revendication cégétiste) au profit de la formation. Quelques jours plus tard, le mouvement sera officiellement reconnu à Paris avec l'occupation de la pyramide du Louvre, grand acte médiatique des organisateurs, troublé un peu plus tard par un coup gauchiste à la Bourse du Commerce. Dans un premier temps, il s'est cantonné à occuper des locaux et des édifices en rapport avec la survie des chômeurs et des sans-abris : bureaux de l'ASSEDIC (dirigée par Nicole Notat, secrétaire de la CFDT, gestion paritaire du patronat et des syndicats), centres d'assistance sociale, DDASS, agences nationales pour l'emploi, locaux d'EdF, bureaux des finances, locaux de l'équipement... et aussi un siège du patronat (la CGT a un intérêt particulier à s'asseoir à la table de négociation avec le patronat français), du Parti Socialiste, des Chambres de commerce... D'autres actions avaient lieu sans l'appui des bureaucrates, comme le blocage de train ou les péages d'autoroute ou bien encore les réquisitions de marchandises dans les restaurants de luxe, supermarchés et autres centres commerciaux. Le 7 janvier a eu lieu la première journée nationale de manifestation qui toucha 50 villes, au moment où la police procédait à l'évacuation violente des lieux occupés. Malgré tout, les occupations ont continué malgré les expulsions. Le 13 et le 17 ont eu lieu de nouvelles journées nationales, avec plus de 70 départements touchés. C'est le moment culminant des occupations.

Il y avait la croyance – nous savons maintenant à quel point elle était vaine – de la possibilité d'une généralisation et de la constitution d'un véritable mouvement revendicatif. Les associations ont rencontré la ministre du « travail et de la solidarité » Aubry. Les secrétaires de FO et de la CFDT ont défendu l'énorme « traitement de faveur » du monopole syndical de la représentation. Ensuite, le 20 janvier, Jospin annonçait à l'Assemblée Nationale qu'il n'augmenterait pas le montant des allocations et le jour suivant les associations de chômeurs étaient reçues au siège du PS. Le mouvement était condamné. Avec des actions symboliques il a obtenu des réponses symboliques. C'est le président du patronat français qui a exprimé le véritable enjeu : « *si la différence entre le salaire minimum et les allocations est trop faible, l'incitation à chercher du travail s'affaiblit* » (déclaration au journal *Le Monde* du 20 janvier 1998). C'est à dire que, comme le rôle fondamental du chômeur dans l'économie consiste à chercher du travail, même quand il n'y en a pas, et à concourir avec les salariés en acceptant des conditions toujours pires, s'il touche une allocation, disons passable, sa volonté de recherche

s'épuise au détriment du marché obligé d'augmenter les salaires de ceux qui travaillent pour éviter qu'ils préfèrent toucher la paye d'un chômeur plutôt que de travailler comme un salarié. L'existence difficile des chômeurs est une condition nécessaire à l'existence des travailleurs. Les parties qui négocient « le prix du travail » savent qu'il faut conserver une prudente distance avec « le prix du chômage » si elles veulent que le système, dont elles sont les exclusives bénéficiaires, subsiste.

La journée nationale du 27 janvier pour les 35 heures a confirmé que la bande des bureaucrates se dégonflait parce qu'après un mois d'occupation, ni la masse des chômeurs ne s'est prononcée, ni un nombre minimum de salariés ne s'est solidarisé. Les associations et les syndicats ne cherchaient pas non plus la rupture avec le gouvernement. Alors, le mouvement a progressivement commencé à dépendre des initiatives locales et les assemblées de radicaux à Nantes et à Toulouse ont commencé allant jusqu'à former des coordinations régionales, et aussi à Paris (Jussieu). Parallèlement aux occupations des actions de tout genre auront lieu, les unes dues à la base du mouvement dont la plus grande partie était largement contrôlée par les bureaucrates, d'autres réalisées par des commandos, qui continuent à se croire maîtres du scénario alors qu'ils sont dirigés par d'autres : vol de dossiers à la Bourse des valeurs, dépôt de fumier devant le siège du PS, interruption d'un repas organisé par l'organisme qui gère les HLM, irruption dans le château de la duchesse Anne, transfert dans la rue des meubles et des objets entreposés dans les bureaux d'huissiers chargés des saisies avant la vente aux enchères, assaut contre les bureaux du Crédit Lyonnais et exposition dans la rue des ordinateurs, auto-invitation aux « folles journées de Brahms »... tout cela à Nantes ; entrée gratuite dans un concert à Limoges, opération cinéma gratuit ou auto-invitation dans une cantine d'usine à Limoux, blocage de train à Rennes et à Brest, opération transport gratuit à Reims, auto-invitation à l'hôtel où les jurés du cinéma fantastique de Gérardmer logeaient, installation d'un campement au centre de la ville de Clermont-Ferrand, réquisition d'aliments dans les supermarchés de plusieurs villes, et, à Paris, invitations dans des cantines d'entreprise et des restaurants, parties de football dans la rue, perturbation d'un spectacle à l'Odéon, jets de détritres sur des huissiers, action contre une agence intérimaire, diffusion de tract contre le maïs transgénique au salon de l'agriculture, etc., dans leur majorité, initiatives issues de l'Assemblée de Jussieu. Tout le monde semblait oublier la revendication centrale qui a fait naître le mouvement – *augmentation des minima sociaux* – et la seule qui pouvait le maintenir. En mars, les actions, ignorées par les médias, finissaient sans gloire.

Si le mouvement des chômeurs avait bluffé, ses représentants radicaux ont fait de même. *L'Assemblée de Jussieu* a plus été une anecdote qu'un moment de lucidité. Au nom de la clarté, il convient de la remettre à sa place, de séparer le grain de réalité de l'abondante production idéologique qu'elle a suscitée. Personne n'a rien à dire si des groupes de chômeurs, de précaires et leurs amis décident de s'opposer à la domination et se réunissent dans ce but pour discuter de tout ce qui se présente. Ils partent d'eux-mêmes et de ce qu'ils peuvent faire ensemble, quoique, vu l'extrême hétérogénéité des participants, ce qu'ils peuvent faire ensemble, hormis parler, représente peu de chose, mais, comme ils l'ont dit : « *une rupture avec la routine de la vie quotidienne est déjà assez* », qu'elle soit ou non suffisante. Ceux de Jussieu ont bien expliqué le commencement dans la manifestation officielle des chômeurs du 17 janvier, avec ses dirigeants en tête, son service d'ordre vigilant et son mégaphone rugissant, il s'agit des personnes qui défilaient derrière la banderole « *Nous voulons un travail de merde payé des miettes* », mettant en scène un chœur de flagellants, qui ont été rejoints par des individus et des bandes qui avaient participé aux occupations, principalement à celle de l'ENS qui affirmèrent dans un communiqué adopté en Assemblée que :

« Depuis le début, par l'intermédiaire des nombreuses occupations qui ont eu lieu à Paris, nous cherchions un site de débat ouvert, autogéré, où pourraient se rencontrer chômeurs, précaires, étudiants, salariés, lycéens... en bref tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent et s'inscrivent dans cette lutte. »

Le lieu de réunion sera un amphithéâtre de l'université de Jussieu, où, tous les jours « *sauf les week-ends* » de 80 à 400 personnes ont débattu ; se retrouvaient « *des canailles, des militants, des syndiqués, des membres de partis ou d'associations, des gens de peu* [...] » pour discuter :

« [...] de tout. Et pour commencer de ce qui dévore nos vies. C'est à dire du travail et de son inutilité [...] c'est à dire du chômage avec sa misère et son ennui [...] de l'argent, du commerce, de la société qui les impose, mais aussi de l'air pollué que nous respirons, de la santé, de l'alimentation... Il nous semble clair que dans cette

société, par quelque point que nous commençons, on ne peut pas changer un détail sans remettre en cause la totalité. »

Ils passèrent donc à l'action « *privilégiant la relation directe* » et l'assemblée continua :

« Nous buvons et nous mangeons ensemble... nous avons subi la répression (seule réponse du gouvernement au mouvement)... nous avons lutté pour la libération de quatre camarades emprisonnés... nous réfléchissons, nous critiquons et nous nous critiquons ensemble... » (tract de mars intitulé *Des chômeurs, précaires et leurs camarades s'adressent à la société...*).

Un autre tract, Lettre à un ami d'Espagne, ajoute que « les débats sont sereins [...] le respect de la parole existe par principe, même si on dit des conneries » mais nous ne pensons pas qu'il faille y voir « une lointaine influence de la pratique des zapatistes ». De loin, le panorama est idyllique. Un des participants s'exprimait à ce propos en des termes plus proches de la thérapie psychodramatique :

« Ça fait deux mois que j'ai beaucoup d'amis, que je ne m'ennuie pas et que je n'attends plus le chèque de fin de mois avec la même angoisse » (*Des chômeurs, précaires, etc.*)

Néanmoins, la vérité de tant de camaraderie et de tant de bonnes intentions est toute autre. L'assemblée tirait sa cohérence de l'euphorie d'être ensemble, nombreux, en harmonie, dans une atmosphère conviviale et par moments, infantilissante ; sans craindre de se contredire, parce que ceux qui étaient réunis là limitaient le terrain de leur accord à des généralités et à des lieux communs sur le capitalisme et le travail, sans chercher à être coresponsables de quoi que ce soit ensemble :

« Les propositions d'action faites à l'assemblée ne sont pas nécessairement ratifiées par elle : on en discute l'idée plutôt que d'imposer ou d'empêcher à tel ou tel de réaliser une initiative à son gré. »

Dit d'une autre manière, l'assemblée n'était pas décisionnelle. Pour beaucoup de participants l'important était « de *transformer les mes parisiennes en terrain pour nos jeux* » et, jouant à se réunir, ils se réunissaient en jouant. En jouant ils participaient aux manifestations officielles comme majorettes du syndicalisme. L'assemblée poussant à un subjectivisme sentimental dans l'obscurité duquel tous les chats sont gris, il ne faut s'étonner de rien et pas du portrait émouvant du syndicaliste repentí :

« Le membre de la CGT qui vint le 27 janvier après la manifestation pour nous dire que nous l'avions réveillé par notre présence et notre humour, nous a plus touché que n'importe quel contestataire professionnel. » (texte *Jussieu, une assemblée extraordinaire*)

Ni des comportements qui rappellent un certain humour de collégien :

« Nous appelons les éléments naturels et incontrôlés à s'unir à notre lutte et à s'abattre sur ceux qui nous dépossèdent de notre vie. Que les cumulonimbus s'arrêtent sur les bâtiments officiels, etc. » (tract *Le lundi au soleil*).

Pour résister à une telle ludopathie, des positions activistes nécessairement complémentaires apparaissaient dans l'assemblée, elles partageaient la même mystification. L'assemblée était une pure juxtaposition de personnes, de groupes, de tactiques, aux idées très larges en ce qui concerne le supportable, défaut qui a un moment déterminé peut être une vertu puisque n'importe qui pouvait faire ce qu'il avait envie, même des actions bien menées. En effet, la chasse à l'huissier et les actes de solidarité avec le sabotage du maïs transgénique par les membres de la Confédération Paysanne, furent des actions réussies, mais menées par des gens qui se connaissaient précédemment, en marge de l'assemblée. Les membres de l'assemblée n'avaient jamais rien décidé ensemble ; ils n'ont jamais réussi à comprendre par eux-mêmes ce que peut être la formation d'une communauté radicale organisée dans notre époque. À aucun moment ils n'ont cherché à établir les bases d'un accord commun, ni même une plate-forme d'action commune. Incapable de se définir, l'assemblée ignorait de manière olympienne le mouvement des chômeurs, elle ne s'exprimait pas sur ses revendications, sur sa bureaucratie, sur le sens des occupations. Simplement, elle croyait en lui, elle s'auto-illusionnait et lui attribuait des capacités aussi énormes qu'imaginaires :

« Cette lutte *aujourd'hui* [c'est nous qui soulignons] est à la croisée des chemins : ou elle s'épuise dans l'exigence d'une impossible réforme du système d'indemnisation sociale qui perpétue le statut de chômeur, ou elle accède à la conscience supérieure de ce qui finalement la motive – une remise en cause des relations sociales qui ont déjà dévasté tout ce qu'il y avait d'humain dans notre société. » (tract *Déclaration de quelques individus sans qualité sur le chômage et le mouvement de contestation qu'il suscite*).

Tout cela on le disait à la fin du reflux, en prenant ses précautions, sans qu'un seul texte soit consacré à l'analyse de la réalité du mouvement, ni mentionné le rôle manœuvrier et suiviste d'AC! (certains dans l'assemblée en faisaient partie), sans qu'on réalise la moindre évaluation de la situation, y compris celle de l'assemblée, sans que personne ne se pose de questions à propos de l'absence du mouvement ouvrier. En bref, quel que soit le mérite particulier de chacun de ses membres, l'assemblée n'a eu aucun mérite. Si ce n'est de ne pas faire comme le chien du jardinier, qui, bien qu'il garde les choux contre les voleurs, ne les mange pas.

En Espagne, le problème des chômeurs a été ignoré par les syndicats jusqu'à il y a peu de temps. On peut lire dans un document d'octobre dernier des CCOO que « *les hausses salariales de 1998 seront déterminées dans un second plan* » et que le financement syndical représente plus de 70 % des montants consacrés aux stages de formation, destinés principalement aux chômeurs. Les syndicats ont aussi un taux d'affiliation très bas, 11 %, et ils ont perdu des milliers de délégués aux dernières élections. On a démantelé la structure industrielle de ce pays avant d'avoir fini de la construire ; au moment de leur formation, la principale tâche des syndicats a été de contenir les ouvriers, activité qui a triplé le nombre des chômeurs. Les conquêtes sociales furent, soit obtenues au temps du franquisme par les luttes ouvrières du moment, soit par leur continuation naturelle, le mouvement des assemblées de 1976-78. Les syndicats étaient entrés en scène comme mercenaires de l'ordre établi, aidant à geler les salaires et à défendre les premières réformes du travail, celles du pacte de la Moncloa et du Statut des Travailleurs. Avec les forces qui dominaient le marché du travail ils ont collaboré à plusieurs réformes qui l'ont progressivement dérégulé, même si depuis 1973 les coûts salariaux croissaient moins vite que la productivité. Les réformes du temps de Gonzales, de 1984 et de 1994, sont responsables de l'explosion du travail précaire et du chômage. Elles ont ouvert la voie au contrat à durée déterminé, au licenciement libre amplifié par la réforme de 1997, et à la dégradation des conditions de vie de plus de 8 millions de personnes. Ils ont accompagné la reconversion des secteurs naval, automobile, de défense et minier, base du système productif.

En France où la négociation collective a disparu dans de nombreux secteurs, l'État a remplacé les organisations patronales comme interlocuteur, les grands accords sur le travail sont des pactes politiques. En Espagne, la concertation actuelle se fait principalement avec les entreprises autour de plusieurs tables de négociation, pour qu'un seul point de vue ne puisse pas bloquer tous les autres, reflet du modèle allemand que la CFDT est le seul syndicat à vouloir imposer en France. Un tel modèle donne plus de poids aux bureaucrates intermédiaires, au personnel qui dirige les Fédérations, celles qui introduisent dans les accords les clauses de décharge qui autorisent des mesures telles que l'augmentation de la durée de la journée de travail, l'indexation des salaires sur la marche de l'entreprise, l'acceptation du retard des augmentations de salaires, la discrimination des nouveaux embauchés, la requalification et la mobilité des postes, le travail pendant les jours de vacances, etc., même s'ils contredisent les accords nationaux, voire la loi. Il est pathétique de voir qu'en pleine agitation unanime autour de la semaine de 35 heures, on constate que pour la quatrième année consécutive, la moyenne annuelle de la journée de travail a augmenté et que la hausse a été acceptée dans un accord. De voir aussi que Volkswagen et Mercedes Benz négocient avec les syndicats le travail du samedi. De voir encore le développement des heures supplémentaires, que la prolongation illégale de la journée du travail soit une pratique généralisée dans les secteurs où dominent les PME et dans la construction et que la cinquième partie de l'économie espagnole est immergée. La semaine de 35 heures est parfaitement plausible puisque les ouvriers eux-mêmes la paieraient avec une « modération salariale » et un rythme de travail plus intense. Vu la dérégulation irréversible du marché du travail, même si le chômage ne diminue pas, la précarité augmentera. Le fait décisif est que la classe ouvrière a subi en Espagne, pendant les années 1980, une déroute totale, totale au point de disparaître comme classe.

De leur côté les syndicats ne veulent pas se plaindre d'une situation dont ils sont les principaux responsables, ceci explique que s'il y a plus de chômage, de « flexibilité » et de précarité qu'en France, la protestation est plus faible. Les salariés n'ont pas confiance en eux-mêmes et sont démoralisés, ils ne croient pas en leur force et en réalité ils ne veulent pas lutter. Il leur est égal de savoir qui parle en leur nom et ils acceptent leur destin comme une fatalité inévitable.

En Espagne, le mouvement des chômeurs, conséquence des licenciements massifs de la reconversion industrielle, s'est, fait connaître au début des années 1980. Héritier direct du mouvement assembléiste, il s'est approprié des méthodes radicales de lutte ouvrière sans s'apercevoir que le pouvoir dominant s'était renforcé et que la situation même des chômeurs était beaucoup plus vulnérable. Parallèlement, le mouvement militant

gauchiste politico-syndical, en pleine décomposition, s'est, réfugié dans les assemblées et leur communiqua par contagion ses tares et en particulier le respect des chefs et l'activisme. Le mouvement des chômeurs s'est épuisé en campagnes, marches, manifestations, guet-apens, etc. et n'a pas pu faire face à la répression combinée de la police felipiste et des syndicats. En 1984-85, un grand nombre d'assemblées de chômeurs se sont dissoutes et même si, par la suite, elles se sont à nouveau formées c'est, malheureusement en répétant les vieux schémas de l'activisme, avec moins d'intensité parce que le mouvement avait moins de vigueur, mais aggravés par de prétendus « débats et réflexions » sur le chômage. Ce nouveau genre d'activisme idéologique, qui consiste à « découvrir l'Amérique depuis la tribune », arrive à des conclusions aussi originales que le coupable de tout, c'est le capitalisme, que le vrai problème, c'est le travail lui-même, qu'il faut revendiquer la paresse, et qu'il faut être pour le plein-emploi, mais le plein-emploi de la vie. Une telle critique qui se contente d'énoncer des généralités sans se colleter avec les faits concrets est banale et impuissante et par conséquent ne peut servir à rien. En fait, c'est là un jugement moral qui, comme tel, ne tient pas compte de la réalité et ne veut pas la regarder en face. Avant tout, le chômeur a besoin de sortir du chômage et non d'entrer dans des digressions théoriques qui, étant séparées de l'action pratique, ne riment à rien.

C'est bien cela qu'ont compris les chômeurs du bras de mer de Bilbao, le seul bastion irréductible d'un mouvement vaincu. *L'Assemblée des chômeurs de Baracaldo*, qui est organisée depuis 1986 autour d'une seule idée : « trouver du pognon », s'est, proposée de l'obtenir en faisant pression sur les entreprises par des occupations et interruptions de la production. Le « pognon » gagné est partagé entre tous, ce qui implique le refus des heures supplémentaires et des contrats de travail temporaire. Cet exemple s'est répandu dans toute la Vizcaya et il est actuellement toujours actif malgré la police, les patrons et les syndicats. L'absence de représentants, de président, de chefs... désoriente la répression. S'étant mis d'accord sur ce qu'ils voulaient obtenir et avec quels moyens, la seconde nouveauté qu'ont introduit ceux de Baraka fut de définir ce qu'ils n'étaient, pas disposés à supporter entre confrères. Ces assemblées se sont ainsi données des règles de fonctionnement qui n'hésitent pas à sanctionner par l'expulsion toute action effectuée en marge des décisions collectives. Enfin, elles choisissent leurs amis, les autres assemblées de chômeurs basées sur les mêmes principes, avec lesquelles elles ont formé une coordination rejetant toutes les formes de médiation ou d'aide non désirée – celles des syndicats, des bureaux de travail, des allocations. En fait, les chômeurs vizcariens ont été les premiers à intervenir contre le marché du travail, modifiant sa dynamique simplement à l'aide des pratiques syndicales d'autrefois comme le boycott, la grève ou l'occupation. Et sans le prétendre, ils ont été les seuls qui ont commencé à critiquer le travail, avec la répartition égalitaire, la rotation des tâches, l'application de barèmes en fonction de la participation à la lutte, etc. c'est-à-dire en subordonnant le changement de leur condition objective à la solidarité et à la combativité. Qu'eux-mêmes le voient ou non est secondaire ; la pensée qui critique la misère naît quand l'action contre cette misère a ouvert le chemin et non le contraire. Certainement, les grandes phrases sont irréfutables, mais ce ne sont que des lieux communs servant, uniquement à créer un semblant de conscience, nullement à guider l'action.

Le travail, en l'absence de toute opposition ouvrière, est une marchandise soumise aux lois qui régissent le mouvement général des prix ; la tendance générale est de réduire son prix jusqu'à la limite minimum, qui n'est pas autre chose que les moyens de la stricte survie, en se servant de la contraction de la demande. Le chômage et la précarité naissent de cette réalité. Le chômeur est le travailleur en stock. Sa mauvaise position découle de la domestication des travailleurs, c'est pour cela que son mouvement ne doit pas les suivre. Une alliance avec le mouvement syndical serait un suicide des assemblées de chômeurs. Ce serait une union opportuniste qui détruirait toute tentative de construire un mouvement autonome. Les syndicats imposeraient immédiatement leurs programmes sous peine de rupture et les chômeurs couvriraient par leur soutien actif une politique réactionnaire d'entente avec le patronat et le gouvernement qui ont défait la classe ouvrière. Il y a longtemps que politiciens, entrepreneurs et syndicalistes ont choisi entre la dictature de l'économie et le sort des victimes. Ils sont partisans du marché unique où le capital européen serait en compétition avec les capitaux américain et japonais. Les chômeurs, prisonniers de cette politique, devraient feindre de croire que tout le monde veut la même chose, qu'il n'y a pas d'intérêts divergents entre les uns et les autres. Ils montreraient leur manque d'idée, de confiance en eux-mêmes, de courage. Dans ces conditions, le seul avenir possible pour un mouvement comme celui des chômeurs français est de servir de pion sur l'échiquier du jeu politique : il est obligé de supporter toutes les médiations ; sa lutte n'est pas dirigée contre le marché du travail, contre les lois qui gouvernent le monde

du travail et de la vie ; il accepte que ses revendications les plus réalistes soient impossibles à satisfaire dans le cadre des relations sociales actuelles – l’augmentation des minima sociaux ; une allocation suffisante pour tous (mieux qu’une mauvaise intégration, *une exclusion bien payée*) ; la gestion de tous les fonds qui les concernent ou encore le fait de déclarer disponibles les logements inoccupés, etc. En bref, parce qu’il doit véritablement lutter contre les bases matérielles de sa misère et qu’il ne le fait pas.

Miguel Amorós, avril 1998.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Miguel Amorós
Le mouvement des chômeurs en France
d'un point de vue désabusé
avril 1998

Article publié dans Le Combat Syndicaliste, novembre-décembre 1998. Les deux paragraphes avant le dernier ont été ajoutés ultérieurement par l'auteur. Texte original en espagnol : "El movimiento de parados en Francia visto con desencanto"

fr.anarchistlibraries.net